

<http://www.ujfp.org/spip.php?article5453>



Israël est, par définition, une colonie européenne

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Publication date: lundi 6 mars 2017

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

par Aaron Tordjman (article publié dans Haaretz le 27 février 2017).

Traduit de l'hébreu par Michel Bilis.

Comment se fait-il que la Palestine, partie intégrante du Moyen-Orient, et morceau de terre habité depuis l'Antiquité par une population orientale ayant adopté, depuis plus d'un millénaire, la culture et la langue arabe, à l'instar de la Syrie, de l'Égypte ou de l'Algérie, soit, en une centaine d'années, devenue un État peuplé de migrants venus du monde entier ? On s'interrogera également pour comprendre comment la population originelle de la Palestine est dispersée dans des camps de réfugiés, une partie étant soumise à un pouvoir militaire d'occupation, et une minorité d'entre-elle, seulement, disposant de la citoyenneté dans le nouvel État d'immigrés, qui se considère comme faisant partie de l'Occident. Les réponses à ces interrogations se situent dans un contexte en dehors duquel le conflit entre le sionisme et le monde arabe demeure incompréhensible ; à savoir : le colonialisme.

Le tableau est bien connu : des migrants européens colonisent par la force, malgré la résistance des indigènes. Ils créent une société séparée, en tirant avantage de leur supériorité militaire et d'organisation, pour évincer les populations autochtones et dominer le territoire. Souvent, ils remplacent la population originelle, expulsée ou victime d'un génocide. C'est, peu ou prou, une même histoire qui s'est jouée en Australie, en Amérique du Nord, en Afrique du Sud, et en d'autres lieux où sont venus s'implanter des migrants européens.

L'histoire n'est pas fondamentalement différente en Palestine, même si plusieurs générations d'endoctrinement sioniste, ponctuées de mythes inventés et de récits appropriés pour servir la population d'immigrés, ont tenté d'inverser cette réalité, afin de procurer un soutien rationnel à ce qui demeure essentiellement une entreprise coloniale de dépossession, qui se poursuit à ce jour.

Les soutiens du sionisme soulignent sa différence par rapport aux autres mouvements de colonisation : absence d'un État métropole, invocation par les sionistes d'une promesse divine, où encore des « droits historiques » du « peuple juif ». Cependant, la croyance religieuse de l'homme et une théorie sur ses origines ancestrales ne lui confèrent aucun droit. Tels sont les pieds d'argile sur lesquels se tient le géant théorique du sionisme, et avec lui, le système d'endoctrinement visant, en Israël, à formater chaque enfant, dès le plus jeune âge.

Ces présupposés erronés donnent aussi lieu à la vision symétrique des sionistes qui voient dans le conflit un affrontement entre « deux mouvements nationaux », deux occupants revendiquant un droit de propriété également légitime sur la dite-terre. Mais c'est, évidemment, une fausse symétrie : les familles Gryn, Shertok, Bégin, Yezernitski et Milikowski, venues de Pologne et de Russie, tout comme la famille Osterman, devenue Avneri, issue d'Allemagne n'ont pas de droit sur le lointain morceau de terre, du seul fait de leur croyance religieuse, ou de la théorie invoquée de leurs origines ancestrales. L'existence d'une « métropole » n'est pas indispensable pour définir un colonialisme, qui est l'installation sur une terre, par la force.

Au regard de cette réalité, non seulement le sionisme n'est pas spécifique, mais il présente des traits de ressemblance évidents avec d'autres colonisations européennes dans le monde, où les immigrants européens se sont heurtés au « problème démographique » des indigènes qui se sont trouvés sur leur route, alors que les colons aspiraient à se construire une société et un État, avec une culture et un régime européens, tout en effaçant l'existence de la population autochtone. Ainsi est né le mythe d'un « territoire vide ». De façon tout à fait

caractéristique, ils attribuent à la barbarie des indigènes et à leur haine irrationnelle, l'opposition à l'invasion coloniale et au processus de dépossession.

Le mouvement sioniste doit être perçu comme un produit du « Zeitgeist » (« esprit de l'époque ») dominant dans l'Europe du 19^{ème} siècle où se sont épanouis le nationalisme ethnique et le colonialisme, animés d'une idéologie et de la foi en la supériorité de l'homme blanc. « Les Juifs, aussi, forment un peuple », ainsi avaient statué des idéologues sionistes. Cependant, les Juifs ne constituant, dans aucune région géographique significative, une majorité démographique, il fut décidé qu'ils pourraient concrétiser leur nationalité hors de l'Europe, et dans l'esprit du colonialisme européen- aux dépens d'une population indigène au derme foncé- qu'il s'agisse du Kenya (le « projet Ouganda »), de l'Argentine ou de la Palestine. Faut-il le préciser : le mouvement sioniste n'a jamais envisagé sérieusement de créer un État juif en Europe orientale, là où vivaient 90% des Juifs du monde ?

A ce stade, revenons à la tentative d'Ouri Avneri de répondre à la question : « Qui a commencé la guerre ? », et donc : qui a créé le conflit ? Ce sont-là de vaines questions, tout comme est stupide l'interrogation consistant à savoir par qui a été tirée la première balle. La question plus pertinente pour la compréhension du sujet est bien la suivante : « Quelle est l'origine du conflit ? », et partant : « Quelle en est l'essence ? ». La question sur l'origine appelle une réponse claire : à la genèse du conflit, il y a la colonisation de la Palestine par des immigrants européens, et la volonté de créer un État juif sur un territoire peuplé, à environ 95%, d'habitants non-juifs.

Étant donné qu'aucune population indigène n'acceptera que l'on s'empare de ses terres, ni de devenir minoritaire dans son pays au bénéfice des immigrés, et a-fortiori d'être réduite en situation de minorité dans un État exclusiviste d'immigrants (ce qui est la signification effective d'un « État juif »), il va de soi que l'objectif du sionisme ne pouvait être réalisé que par la force armée. D'où la nécessité d'une implantation coloniale ; autrement dit : d'une immigration coloniale contre l'accord et la volonté de la population locale (Jabotinsky a su le mieux exprimer cela dans son texte classique : « Le mur de fer »).

L'immigration coloniale s'apparente, en tout point, à une invasion ; aussi l'invasion coloniale en Palestine, amorcée à la fin du 19^{ème} siècle, constitue-t-elle l'origine du conflit qui se poursuit jusqu'à nos jours.

On peut voir les choses ainsi : qui a engagé le conflit entre les indiens d'Amérique du Nord et les colons venus d'Europe ? Qui a envoyé la première flèche ou tiré la première balle ? La question est moins pertinente que celle portant sur : « quelle est la cause du conflit ? ». La réponse s'impose d'évidence : l'invasion européenne en Amérique du Nord. A l'identique, pour la Palestine la réponse sera : la colonisation de ce pays par des colons recourant à la force armée. Quand quelqu'un s'introduit par effraction au domicile de quelqu'un d'autre : qu'il tire le premier sur le locataire, ou bien que celui-ci agresse l'intrus, ne change rien au fait que l'effraction constitue la cause du conflit entre eux-deux.

La Grande-Bretagne n'avait pas le droit d'assurer en Palestine un « foyer national » aux Juifs d'Europe, pas plus que les États-Unis ont le droit de garantir un « foyer national » aux Mormons de l'Utah en Afghanistan, ou que le chef d'une tribu d'Afrique aurait le droit d'assurer aux Yézidis d'Irak un « foyer national » en Angleterre. Le sens de la déclaration Balfour correspondait donc bien, à un engagement d'implantation coloniale au cœur du Moyen-Orient, à l'instar de l'Amérique du Nord, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, etc. C'est ainsi qu'a été ouverte la voie au dernier conflit colonial dans le monde : conflit qui perdure encore aujourd'hui entre une population d'immigrants s'appuyant sur la force armée, et une population autochtone subissant la dépossession.

Mais revenons à 1948, et à la question : « Que s'est-il véritablement passé ? ». Si l'on prend en considération le contexte colonial : les États arabes sont venus en aide aux habitants autochtones de la Palestine, soumis depuis quasiment six mois aux attaques et à un nettoyage ethnique de la part des colons sionistes (quiconque conteste cette expression doit s'interroger : en quel endroit du monde a-t-on autorisé des milices et des institutions étatiques

séparées ?).

En mai 1948, on comptait déjà un quart de million de réfugiés palestiniens, et de grandes villes comme Jaffa et Haïfa avaient subi un nettoyage ethnique de leur population palestinienne, effectué par les milices sionistes. La conquête de la Palestine battait son plein. Les États arabes ont finalement échoué pour plusieurs raisons, dont leur infériorité militaire, numérique et en matière d'organisation. 78% du territoire de la Palestine du Mandat se sont retrouvés sous l'occupation coloniale des immigrés, après que près de 80% de ses habitants autochtones aient été victimes d'un nettoyage ethnique. La conquête sioniste a été parachevée en 1967.

L'analogie proposée par Avneri de : « l'homme qui saute d'un bâtiment en feu et atterrit sur la tête d'un passant » constitue un enjolivement tendancieux de la réalité, qui fait fi de données majeures : le projet sioniste a été pensé et programmé d'emblée comme un plan de dépossession, dont la description figurait dans les écrits de Théodore Herzl, dès le 19^{ème} siècle. Selon la langue juridique, sont bien présents : l'intention, le mobile, et la preuve incontestable que l'objectif de créer un « État juif » a été obtenu.

L'Histoire offre des précédents pour la résolution de conflits coloniaux comme le conflit entre le sionisme et les Arabes. Dans la plupart des cas, la population autochtone a effectivement subi une défaite et encaissé de rudes coups, mais le processus qui a conduit à la solution sans laquelle, il serait difficile d'imaginer aujourd'hui la plupart des anciens États coloniaux, a été la décolonisation : la phase où les immigrés renoncent à leurs droits exclusifs, transforment la colonie en un État de tous ses citoyens, sans distinction de religion, de race et de « nationalité », et, dans plusieurs cas, dédommagent les autochtones pour l'injustice historique.

Il est difficile d'imaginer Israël, en tant qu'État de supériorité juive, et quelles que soient ses frontières, vivant en paix avec l'environnement moyen-oriental, tout en continuant de s'auto-définir comme État juif et de poursuivre durablement la dépossession coloniale, tout comme il était difficile d'imaginer l'Afrique du Sud établissant des relations d'amitié avec les pays voisins alors que subsistait le régime d'apartheid.

Les descendants d'esclaves peuvent vivre à égalité avec les descendants de propriétaires d'esclaves, et les descendants des Incas peuvent habiter dans une même configuration avec les anciens conquistadors espagnols, de même, Juifs et Arabes peuvent vivre dans un État de tous ses citoyens.

C'est la seule solution à long terme.

L'auteur est le rédacteur de la page Facebook : « guide du sioniste qui se remet en question »

(traduit de l'hébreu par Michel Bilis)